

2020

LES REVENUS

DONNÉES
2019

de l'agriculture biologique
en Pays de la Loire



Références
économiques



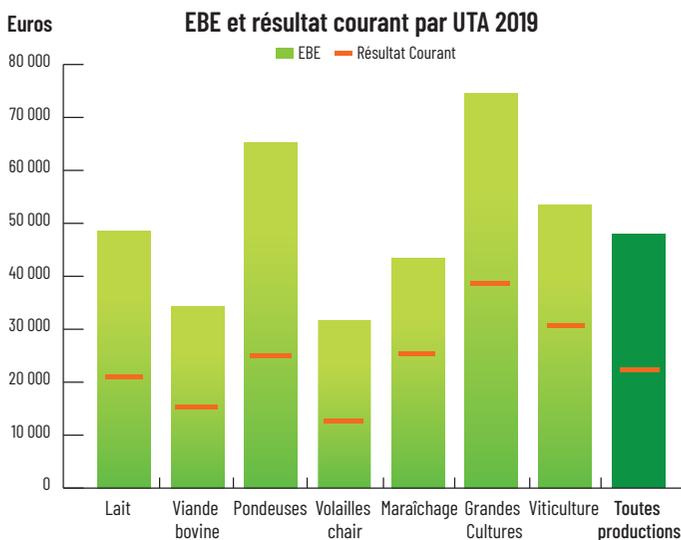
AGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Édito

Voici le nouveau référentiel économique de l'agriculture biologique des Pays de la Loire. Tous ces chiffres de l'année 2019 ont pu être compilés grâce au partenariat des centres de gestion et des associations comptables que nous remercions pour cet échange. Cette collaboration a permis à la Chambre régionale d'agriculture de compiler toutes ces données et de les analyser.

Ce document permet de situer votre exploitation sur un plan régional. Il est également réalisé pour servir de base lors des projets de conversion, d'installation, de reprise de fermes bio, et mis à disposition des centres de formation et des écoles. Nous avons besoin de candidats pour reprendre des exploitations biologiques dès aujourd'hui.

Le graphique ci-dessous présente les excédents bruts d'exploitation (EBE) et les résultats courants par unité de travail agricole (UTA).



Dans l'ensemble, les résultats sont stables, mais avec des disparités entre les productions. Les prix d'achats des aliments impactent les charges dans les exploitations. Selon les systèmes, nous observons également des écarts au sein d'une même production. La météo influence sur les résultats, entre des printemps plus ou moins humides et des étés très secs. Les prairies ont du mal à faire face, en viticulture la pluie apporte son lot de maladies.

Vous trouverez le détail de toutes ces données dans les pages suivantes.

L'année 2019 a été l'année de la suppression de l'aide au maintien. Pour cette année, l'impact n'est pas encore très marqué dans les résultats mais sera plus visible l'an prochain, car davantage d'exploitations seront concernées. La baisse de cette aide peut être en partie compensée par le crédit d'impôt.

Les résultats économiques d'une exploitation dépendent du climat, de la maîtrise technique et aussi d'une structuration forte des filières qui permettent une rémunération de l'agriculteur.

La consommation de produits bio est en augmentation constante quels que soient les lieux de distribution. Cela nous permet d'envisager un avenir serein et de donner l'envie à nos collègues conventionnels de nous rejoindre.

Patricia MAUSSION
Elue au pôle Agriculture biologique
des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire



1	Principaux résultats (741 exploitations étudiées)	P. 4
	1.1 Les productions	p. 5
	1.2 Evolution de l'EBE.....	p. 5
	1.3 Le travail sur l'exploitation	p. 7
	1.4 La SAU	p. 7
	1.5 Analyse financière	p. 7
	1.6 Comparaison des systèmes	p. 8
	1.7 Résultats économiques.....	p. 10
2	Bovins lait (215 exploitations)	P. 11
	2.1 Le travail sur l'exploitation	p. 13
	2.2 La SAU	p. 13
	2.3 Les ateliers animaux	p. 13
	2.4 Analyse financière	p. 14
	2.5 Résultats économiques.....	p. 15
	2.6 Marge brute.....	p. 16
3	Bovins viande (88 exploitations)	P. 17
	3.1 Le travail sur l'exploitation	p. 18
	3.2 La SAU	p. 19
	3.3 Les ateliers animaux	p. 19
	3.4 Analyse financière	p. 19
	3.5 Résultats économiques.....	p. 20
4	Poules pondeuses (35 exploitations)	P. 21
	4.1 Le travail sur l'exploitation	p. 22
	4.2 La SAU	p. 22
	4.3 Les ateliers animaux	p. 23
	4.4 Analyse financière	p. 23
	4.5 Résultats économiques.....	p. 24
5	Volailles de chair (25 exploitations)	P. 25
	5.1 Le travail sur l'exploitation	p. 26
	5.2 La SAU	p. 27
	5.3 Les ateliers animaux	p. 27
	5.4 Analyse financière	p. 27
	5.5 Résultats économiques.....	p. 28
6	Grandes cultures (32 exploitations)	P. 29
	6.1 Le travail sur l'exploitation	p. 31
	6.2 La SAU	p. 31
	6.3 Analyse financière	p. 31
	6.4 Résultats économiques.....	p. 32
7	Maraîchage (51 exploitations)	P. 33
	7.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 35
	7.2 La SAU.....	p. 35
	7.3 Analyse financière	p. 35
	7.4 Résultats économiques	p. 36
8	Viticulture (40 exploitations)	P. 37
	8.1 Le travail sur l'exploitation	p. 38
	8.2 La SAU	p. 39
	8.3 Analyse financière	p. 39
	8.4 Résultats économiques.....	p. 40
	Lexique.....	p. 41
	Les conseillers agriculture biologique des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire.....	p. 42
	Partenaires et contacts.....	p. 43



741 exploitations étudiées

MÉTHODOLOGIE

Pour cette édition 2020 des **revenus agricoles de l'agriculture biologique en Pays de la Loire**, 14 associations de gestion et de comptabilité ont apporté leur concours : **AS 49, AS 44 et AS CEFIGA, le réseau des CERFRANCE de la région, les AFOCG 49, 85 et 44, COMPTACOM GECAGRI, la COGEDIS, le CEGAO et UPTÉACONSEIL.**

L'étude est coordonnée par la **Chambre d'agriculture des Pays de la Loire** qui compile les comptabilités en garantissant l'anonymat des exploitations.

L'objectif est de déterminer des références économiques par grand système de production pour permettre aux agriculteurs biologiques de la région d'analyser leurs résultats, par rapport à ceux d'exploitations comparables.

Fin 2019, la région Pays de la Loire comptait 3 636 exploitations certifiées bio ou bien en conversion. L'étude présentée ici permet de rassembler 741 exploitations ayant terminé leur phase de conversion bio. Les raisons de cet écart sont nombreuses : différentiel entre le nombre d'exploitations ayant terminé leur conversion et les exploitations engagées en bio, exploitations qui ne sont pas 100 % en AB, absence de réalisation de comptabilité pour certaines petites structures, dispersion importante entre les centres de comptabilité, clôture comptable sur exercice partiel...

Toutes les comptabilités présentées dans cette étude ont une date de clôture entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019, et un exercice de 12 mois.

Pondération des résultats par UTA

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs à temps plein	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

Avertissement

D'une année à l'autre, les exploitations étudiées ne sont pas strictement les mêmes, de ce fait les comparaisons interannuelles sont délicates. Les résultats ne peuvent s'interpréter qu'en «tendances». Par ailleurs, la taille réduite de certains groupes (grandes cultures, volailles) doit inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats pour ces systèmes de production.

1.1 - Les productions

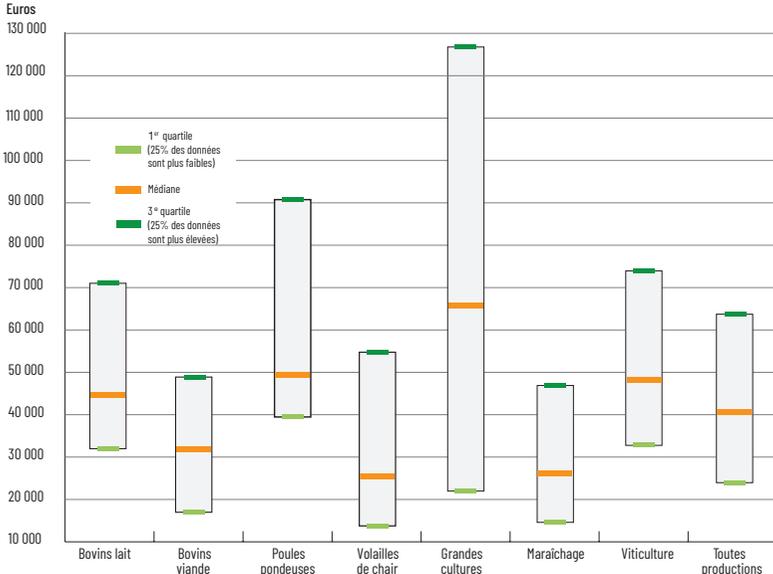


Dans l'échantillon étudié, les exploitations laitières sont surreprésentées (29 % de l'échantillon contre 18 % au niveau régional). La répartition des autres productions est en cohérence avec le profil des exploitations bio de la région (comparaison avec les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique des Pays de la Loire).

Le faible nombre d'exploitations en arboriculture, en production porcine et caprine ne nous permet pas d'établir de références.

1.2 - Evolution de l'EBE

Dispersion de l'EBE par UTA autour de la médiane (2019)

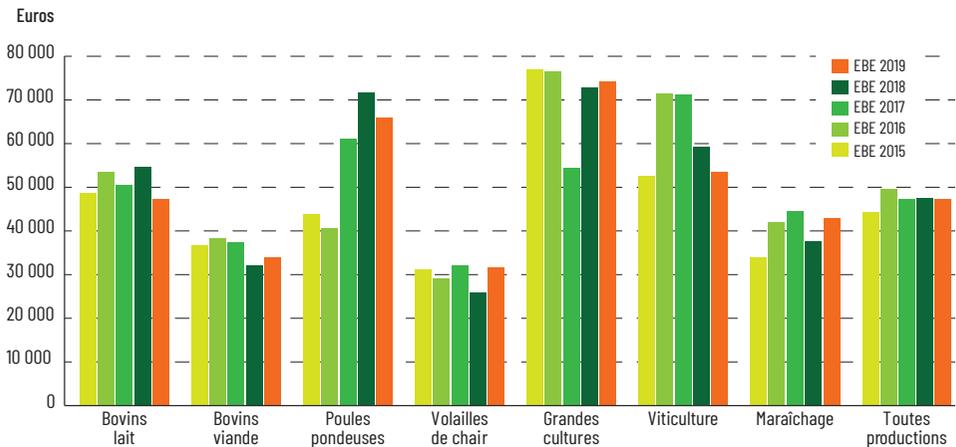


La dispersion de l'EBE par UTA est forte en grandes cultures et poules pondeuses ce qui invite à être vigilant lors de simulations s'appuyant sur la moyenne pour ces filières.

Depuis 4 éditions, les filières viande bovine, volailles de chair et maraîchage présentent une distribution resserrée autour de la médiane. Pour ces mêmes filières, la médiane du groupe est inférieure à la «médiane moyenne». Ces filières présenteraient un EBE structurellement plus faible que les autres productions.

L'EBE moyen, toutes productions confondues, est stable depuis 3 ans, il s'élève en 2019 à 47 800 €/UTA.

Pendant, les disparités sont fortes suivant les systèmes de production.



En élevage bovin lait, le niveau d'EBE est légèrement inférieur à la moyenne des EBE observés depuis 5 ans. Le produit brut moyen est stable, avec un volume de lait vendu/UTA proche de celui des années précédentes, mais les charges fixes progressent de 2 %, au détriment de l'EBE.

En viande bovine, l'EBE se rapproche de la moyenne des 5 dernières années. Le produit/UTA est augmenté cette année, avec plus de ventes réalisées dans le groupe étudié. Dans ces élevages, les charges opérationnelles sont très réduites et les charges de structure stables.

En poules pondeuses, le groupe est recentré sur des ateliers de plus grande taille en circuit long depuis 3 éditions. L'EBE reste à un niveau élevé avec toutefois une baisse cette année. En effet, bien que le produit soit à la hausse, en lien avec l'augmentation de la taille des élevages/UTA, l'EBE est impacté négativement par l'augmentation des charges d'aliment cette année (ratio charges d'aliment/produit en hausse de 2 %).

En volaille de chair, l'EBE est en augmentation, en lien avec une augmentation de la surface des bâtiments/UTA de l'échantillon, ainsi que par l'amélioration de la marge brute/m² en volailles de chair bio en 2019.

En grandes cultures, l'EBE 2019 se maintient à un niveau élevé, en lien avec des récoltes 2018 et 2019 très correctes.

En viticulture, on observe pour la deuxième année consécutive une baisse de l'Excédent Brut d'Exploitation. En 2019, le produit par ha et les rendements à la vigne diminuent. En parallèle, les charges opérationnelles et de structures des domaines viticoles du groupe sont à la hausse cette année. Bien que toutes les filières végétales soient fortement impactées par le climat, la filière viticole semble être celle où l'incidence sur l'EBE est la plus marquée.

En maraîchage, l'EBE retrouve son niveau de 2016/2017 dans un contexte d'augmentation de la production et de la consommation de légumes bio.

1.3 - Le travail sur l'exploitation

Le travail sur l'exploitation

	Les 741 exploitations étudiées		Exploitations bio des Pays de la Loire*	Exploitations des Pays de la Loire**
	Total	Par exploitation		
Nombre d'entreprises	741		3 636	30 118
→ dont individuelles	233		42 %	
→ dont sociétés	508			
Nombre d'UTA	1 180	1,6	1,4	1,2
→ dont en société	927	1,8		
Nombre d'UTH	1 731	2,3		

*Source : observatoire régional de l'agriculture biologique - Données 2019 - Exploitations bio et conversion.

** Source : Comptes de l'agriculture 2019 INSEE

1.4 - La SAU

La répartition du foncier

	Les 741 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations des Pays de la Loire
	(/UTA)	Moyenne (ha)	Moyenne (ha)
Surface totale (ha)	56		
→ dont fermage	50,5		
→ dont propriété	5,5		
Surface agricole utile	55,2	42 ha par ETP fam.	61 ha par ETP fam.

Utilisation de la SAU

	Les 741 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations bio des Pays de la Loire
	(% SAU)	Moyenne (% SAU)	Moyenne (% SAU)
Grandes cultures	22	25	38
Fourrages	73	69	57
Cultures spécialisées	3		
Plantations	2	} 6	} 5
Autres	1		

1.5 - Analyse financière

Bilan financier

Bilan (€)	Les 741 exploitations étudiées
Capital d'exploitation par UTA	243 615
Taux d'endettement	57 %
→ dont à court terme	16 %
Fonds de roulement en % des stocks	146
Annuités en % de l'EBE	52
EBE en % du capital	20

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

1.6 - Comparaison des systèmes

	Bovins Lait	Bovins Viande	Poules pondeuses	Volailles de chair
Nombre d'entreprises	215	88	35	25
Nombre d'UTA par exploitation	1,7	1,3	1,3	1,0
Nombre d'UTH par exploitation	2,2	1,4	1,6	1,1
SAU par UTA	60,9	87,1	28,5	23,4

Le résultat par UTA

Total (€)	20 901		15 285		24 999	12 908
	/ ha	% PB	/ ha	% PB	% PB	% PB
Produit brut	2 338	100	1 162	100	100	100
Charges opérationnelles	446	19	201	17	61	69
Charges directes	49	2	14	1	1	2
Marge brute globale	1 842	79	947	82	37	28
Excédent brut d'exploitation (EBE)	803	34	395	34	22	13
Résultat courant	343	15	175	15	8	5

Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ Par UTA	254 330	248 822	301 568	177 831
→ Par UTH	197 074	232 358	247 230	163 328
→ Par Ha	4 173	2 857	10 576	7 586
Taux d'endettement	56 %	41 %	77 %	81 %
→ dont endettement CT	12 %	12 %	19 %	33 %
Trésorerie nette par UTA	19 127	12 351	14 480	-19 017
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	2 %	2 %	2 %	2 %
Annuités/EBE	53 %	53 %	55 %	66 %
Fonds de roulement/stocks	199 %	141 %	149 %	38 %
EBE en pourcentage du capital	19 %	14 %	22 %	18 %

Utilisation de l'EBE / UTA

EBE	48 914	34 371	65 592	31 832
Annuités	25 893	18 318	35 824	21 039

	Grandes Cultures	Viticulture	Maraichage	Les 741 exploitations
Nombre d'entreprises	32	40	51	741
Nombre d'UTA par exploitation	1,3	1,5	1,7	1,6
Nombre d'UTH par exploitation	1,7	4,3	4,5	2,3
SAU par UTA	100,0	13,1	11	55,2

Le résultat par UTA

Total (€)	38 575		30 867		25 695		22 420	
	/ ha	% PB	/ ha	% PB	/ ha	% PB	/ ha	% PB
Produit brut	2 240	100	17 276	100	13 472	100	3 003	100
Charges opérationnelles	376	17	596	3	2 105	16	819	27
Charges directes	70	3	3 497	20	1 676	12	132	4
Marge brute globale	1 794	80	13 184	76	9 691	72	2 051	68
Excédent brut d'exploitation (EBE)	746	33	4 068	24	3 923	29	867	29
Résultat courant	386	17	2 357	14	2 329	17	406	14

Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ Par UTA	308 027	353 482	109 847	243 615
→ Par UTH	230 183	124 279	41 417	165 985
→ Par Ha	3 079	26 991	9 955	4 417
Taux d'endettement	55 %	52 %	61 %	57 %
→ dont endettement CT	18 %	20 %	20 %	16 %
Trésorerie nette par UTA	46 500	15 961	15 237	15 182
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	1 %	1 %	2 %	2 %
Annuités/EBE	52 %	46 %	37 %	52 %
Fonds de roulement/stocks	188 %	111 %	234 %	146 %
EBE en pourcentage du capital	24 %	15 %	39 %	20 %

Utilisation de l'EBE / UTA

EBE	74 652	53 271	32 255	47 807
Annuités	38 835	24 409	13 492	24 886

1.7 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Les 741 exploitations étudiées Moyenne SAU = 55,2 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	165 622	3 003	100
(-) Charges opérationnelles	45 192	820	27,5
(-) Charges directes	7 288	132	4,5
MARGE GLOBALE	113 142	2 051	68
Foncier et bâtiment	9 808	178	6
Fermages et charges locatives	8 088		
Entretien	1 720		
Mécanisation	18 544	336	11
Carburants et lubrifiants	3 637		
Locations matériels et travaux par tiers	10 041		
Entretien, réparations petits matériels	4 866		
Main-d'œuvre	17 188	323	11
Main-d'œuvre permanente	8 990		
Charges sociales des exploitants	8 198		
Autres charges de structure	19 794	357	12
Eau, gaz, électricité	3 107		
Autres fournitures	4 628		
Assurances	3 960		
Honoraires	3 204		
Transports et déplacements	1 360		
Impôts et taxes	647		
Autres charges d'exploitation	2 888		
TOTAL charges de structure	65 334	1 184	39
Excédent brut d'exploitation (EBE)	47 808	867	29
Charges financières	2 915	53	2
Amortissements	23 071	418	14
Autres produits	600		
Résultat courant	22 422	407	14

Bovins lait (215 exploitations)

L'échantillon 2019 comprend 215 élevages laitiers biologiques, 1/5 sont en individuel et 4/5 en sociétés.

Une dimension et une productivité du travail stables : 1,7 UTA et 203 000 l vendus par UTA.

La main-d'œuvre moyenne par exploitation est stable avec 1,7 UTA (unités de travail exploitants hors salariés). Cela représente 2,2 UTH totaux par ferme dont 0,5 UTH salarié.

Les résultats économiques de 2019 prennent en compte le manque de pâturage de l'automne 2018, ainsi que le printemps et début d'été 2019.

Sur la période analysée, le lait vendu atteint 5 020 l/vache et 3 750 l/ha de SFP. Ils diminuent respectivement de 150 l de lait/VL et 70 l de lait par ha de SFP.

La tendance observée depuis plusieurs années persiste avec + 1 VL par UTA par an, soit 40 VL/UTA en 2019. Le volume de lait vendu est stable à 203 000 l de lait vendus par UTA sur 61 ha de SAU.

Les charges fixes progressent de 2 %, au détriment de l'EBE.

Le produit brut moyen est stable et atteint 142 500 €/UTA. Par contre, l'efficacité économique des exploitations mesurée par le ratio EBE/produit brut diminue de 3 % (34 %). L'EBE 2019 régresse de 4 800 €/UTA. Il atteint 48 900 €/UTA.

Baisse de 23 % du résultat courant moyen : 20 900 €/UTA (- 6 200 € par rapport à 2018).

Des écarts de résultats entre les systèmes laitiers biologiques et selon la productivité du travail

Dans les élevages de l'échantillon, l'herbe représente, en moyenne, 90 % de la surface fourragère (SFP). Pour l'analyse, les élevages ont été répartis en trois classes en fonction de la part d'herbe dans la SFP : « SFP 100 % herbe » ; « 85 à 97 % herbe » et « moins de 85 % d'herbe » dans la SFP.

Le système bio « tout herbe » dégage un résultat courant stable de 16 700 €/UTA. Néanmoins, il reste inférieur aux deux autres systèmes bio (20 600 €/UTA et 26 400 €/UTA). Dans le contexte 2019, la stratégie de produire un volume de lait habituel, malgré des achats à l'extérieur s'est avérée payante.



Impacts climatiques, fin des aides au maintien, définir une stratégie de production cohérente

En 2019, dans un contexte d'aléa climatique et de prix du lait stable, le résultat courant obtenu dans les fermes bio est en baisse de 30 €/1 000 l environ, soit 6 200 € par UTA.

L'année comptable 2020 sera celle d'une année fourragère moyenne. Elle sera impactée par la fin des aides au maintien. L'impact négatif est estimé de 20 à 30 €/1000L dans les élevages. Elle se cumulera, dans certains élevages, avec un repli du prix payé du lait.

A court et moyen terme, des solutions face aux aléas climatiques existent. La priorité sera toujours de produire en autonomie avec des fourrages de qualité, tout en maintenant un fonctionnement de troupeau en cohérence avec le potentiel de la ferme. Dans certains cas,

l'ajustement de la conduite du troupeau suffira à trouver un équilibre durable, avec une diminution du renouvellement et/ou une adaptation de la période de vèlages, voire de la productivité des animaux. Dans d'autres cas la diminution du chargement, l'adaptation des conduites des prairies, l'intégration de méteils fourragers, sorgho... sont autant de pistes complémentaires à explorer.

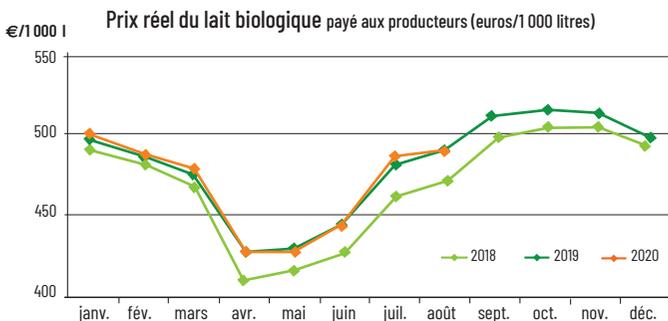
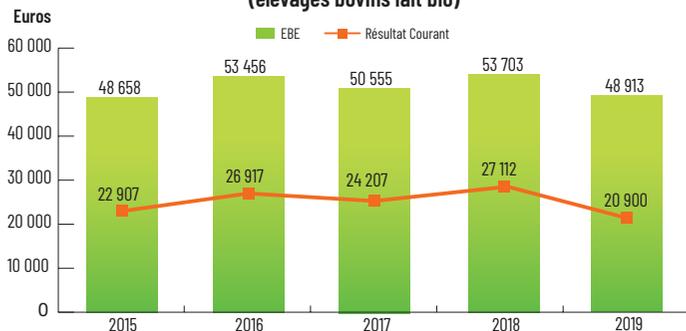
Les solutions peuvent également résider dans des choix stratégiques en faisant évoluer la structure de la ferme.

Sur le plan économique, la valorisation unitaire des produits et la productivité du système sont également des leviers à analyser. Le tout dans une cohérence globale entre les objectifs personnels, liés au système, la stratégie d'investissements et l'organisation du travail permettant de garder un prix d'équilibre autour des 450 €/1 000 l.

Jean-Claude HUCHON

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (élevages bovins lait bio)



Source : FranceAgriMer

2.1- Le travail sur l'exploitation

Le travail sur l'exploitation

	Groupe lait					Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP
	Total	Par exploitation	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Nombre d'entreprises	215		61	103	51	
→ dont individuelles	46		22	14	10	
→ dont sociétés	169		39	89	41	
Nombre d'UTA	370	1,7	1,6	1,8	1,6	2
→ dont en sociétés	319	1,9	1,8	2	1,8	2
Nombre d'UTH	479	2,2	1,8	2,4	2,3	2,3

2.2 - La SAU

La répartition du foncier (en ha)

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP
	Moyenne par UTA	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Surface totale (ha)	61	56	62	67	55,5
→ dont fermage	57,2	49,6	59,2	63,9	55,5
→ dont propriété	3,8	6,4	2,8	3,1	
Surface agricole utile	60,9	55,3	61,2	66,7	55,5

Utilisation de la SAU

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP
	Moyenne (en %)	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Grandes cultures	11	11 %	11 %	13 %	9 %
Fourrages	89	89 %	89 %	87 %	91 %

2.3 - Les ateliers animaux

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
UGB/ha de SFP	1,1	1,0	1,1	1,3	1,1
% Maïs fourrager/SFP	10	0	10	21	10
Nombre de vaches laitières/UTA	40,4	33,6	39,9	49,1	39
Lait vendu/UTA	202 964	140 339	195 100	292 142	215 000
Lait vendu par vache	5 024	4 177	4 890	5 950	5 460

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

2.4 - Analyse financière

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Capital d'exploitation par UTA	254 330	179 500	272 239	298 884	
Taux d'endettement	56 %	54 %	55 %	61 %	
→ dont court terme	12 %	11 %	11 %	14 %	
Fonds de roulement en % des stocks	199	191	215	171	
Annuités en % de l'EBE	53	51	54	52	44
EBE en % du capital	19	22	17	21	

Charges opérationnelles

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Charges de cultures (€/ha SAU)	89	52	88	127	106
→ dont engrais	22	11	25	27	56
→ dont semences	66	41	62	99	50
→ dont produits défense sanitaire	1	0	1	1	0
Charges d'élevage (€/UGB)	249	176	241	320	246
→ dont aliments animaux SFP	144	80	143	197	126
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	29	28	27	34	32
→ dont travaux par tiers animaux	76	68	71	89	88
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	446	293	426	633	
Total charges directes (€/ha SAU)	49	41	42	70	

Coût de mécanisation

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Total charges de mécanisation	418	338	418	493	468
→ dont carburant lubrifiant	70	51	67	96	
→ dont entretien réparations	90	75	85	116	
→ dont travaux par tiers et location de matériel	177	159	168	207	
→ dont amortissements	81	53	98	74	

2.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe lait												Réseau Inosys lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP				
	Moyenne SAU = 60,9 ha				SFP 100 % herbe SAU = 55,3 ha				85 % à 97 % d'herbe dans la SFP SAU = 61,2 ha					Moins de 85 % d'herbe dans la SFP SAU = 66,7 ha			
	€/UTA	€/ha	en %	en %	€/UTA	€/ha	en %	en %	€/UTA	€/ha	en %	en %		€/UTA	€/ha	en %	en %
Produit brut	142 468	2 338	100	109 025	1 971	100	139 705	2 265	100	189 107	2 835	100	189 107	2 835	100	131 800 €	
→ dont subventions exploitation	24 036	384	17	21 667	392	20	23 449	383	17	28 064	421	15	28 064	421	15	20 705	
(-) Charges opérationnelles	27 271	447	19	16 231	294	15	28 101	426	19	42 241	633	22,5	42 241	633	22,5	30 062	
(-) Charges directes	2 975	49	2	2 278	41	2	2 587	42	2	4 644	70	2,5	4 644	70	2,5		
MARGE GLOBALE	112 282	1 842	79	90 516	1 636	83	110 017	1 797	79	142 222	2 132	75	142 222	2 132	75	101 738	
Foncier et bâtiment	9 743	160	7	8 702	157	8	9 371	152	7	11 904	178	6	11 904	178	6	7 763	
Fermettes et charges locales	8 011	7 489		7 607			7 607			9 519			9 519				
Entretien	1 732			1 233			1 704			2 385			2 385				
Mécanisation	20 534	337	14	15 886	287	15	19 562	320	14	28 028	420	15	28 028	420	15	12 245	
Carburants et lubrifiants	4 296			2 817			4 110			6 403			6 403				
Locations matériels et travaux par tiers	10 712			8 784			10 316			13 807			13 807				
Entretien, réparations petits matériels	5 526			4 285			5 137			7 818			7 818				
Main-d'œuvre	14 814	243	10	10 220	185	9	15 446	252	11	18 623	278	10	18 623	278	10	15 358	
Main-d'œuvre permanente	6 401			2 630			6 843			9 472			9 472				
Charges sociales des exploitants	8 413			7 390			8 603			9 151			9 151				
Autres charges de structure	18 278	300	13	16 088	291	15	18 055	295	13	21 267	319	11	21 267	319	11	11 778	
Eau, gaz, électricité	3 479			3 172			3 279			4 280			4 280				
Autres fournitures	4 095			3 760			4 371			3 980			3 980				
Assurances	3 887			3 380			3 840			4 674			4 674				
Honoraires	2 784			2 582			2 729			3 182			3 182				
Transports et déplacements	751			779			704			828			828				
Impôts et taxes	632			346			737			779			779				
Autres charges d'exploitation	2 630			2 079			2 465			3 654			3 654				
TOTAL charges de structure	63 369	1 040	44	50 906	920	47	62 374	1 019	45	78 822	1 196	42	78 822	1 196	42	47 143	
Excédent brut d'exploitation (EBE)	48 913	803	34	39 610	716	36	47 643	778	34	62 400	935	33	62 400	935	33	54 695	
Charges financières	3 165	52	2	2 558	46	2	3 083	50	2	4 042	61	2	4 042	61	2	3 040	
Amortissements	28 345	462	18	21 645	391	20	28 694	420	19	33 778	497	18	33 778	497	18	21 148	
Autres produits	1 497			1 285			1 742			1 207			1 207				
Résultat courant	20 900	343	15	16 672	301	15	20 608	337	15	26 387	396	14	26 387	396	14	30 407	

2.6 - Marge brute

Marge brute lait bio en €/1 000 litres vendus Clôtures comptables 2019	
Produit €/1 000 l	535
Prix du lait €/1 000 l	476
Produit viande €/1 000 l	59
Charges €/1 000 l *	165
Charges alimentaires €/1 000 l	117
→ Coût de la SFP €/1 000 l	39
→ Achats fourrages, concentrés et minéraux €/1 000 l	47
→ Coût concentrés intra-consommés €/1 000 l	31
Frais d'élevage €/1 000 l	39
Frais vétérinaires €/1 000 l (Honoraires et achats médicaments)	9
Marge brute €/1 000 l	370

*Les achats de paille n'ont pas été comptabilisés dans les charges opérationnelles

Nombre de dossiers	88
Quantité de lait brut vendu	363 406
Effectif VL	73
Surface SFP (ha)	104
Chargement (UGB/ha de SFP)	1,08
Lait brut vendu par VL	4 973

Bovins viande (88 exploitations)

Le groupe comprend 88 exploitations spécialisées en viande bovine biologique dont 53 % sous forme individuelle. Ces élevages comptent 48 vaches allaitantes par Unité de Travailleur Agricole, ce qui correspond à un troupeau de 63 vaches par élevage. Avec 14 exploitations de plus qu'en 2018, l'échantillon d'élevages n'est pas constant d'une année sur l'autre, la comparaison est donc limitée. Cependant, elle indique une tendance, dont l'augmentation des cheptels allaitant convertis en bio.

La surface est de 87 ha par UTA soit 115ha par exploitation. La surface fourragère occupe 93 % de la SAU. Ce sont des systèmes herbagers avec 99 % de la SFP en prairie. Le chargement observé, de 1 UGB/ha de surface fourragère, est conforme à la moyenne de la région.

Ces exploitations valorisent plutôt des animaux vendus en vif notamment pour les mâles. Il serait cependant intéressant économiquement de valoriser plus d'animaux finis dans la filière bio (veaux sous la mère, bœufs).

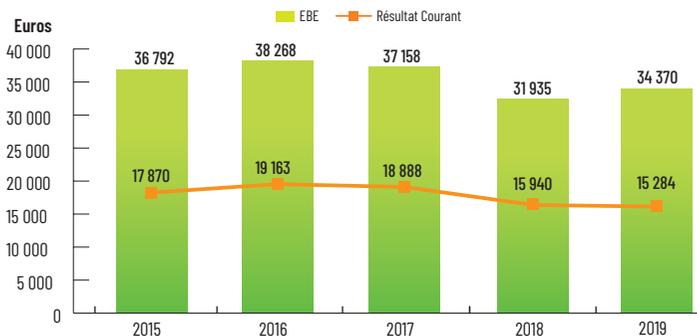
Des résultats économiques en légère hausse, une certaine maîtrise des charges

L'EBE augmente de 7 % par rapport à 2019, il est de 34 370€/UTA. Le produit brut/UTA est de 101 230 €. Il est de 1 162 €/ha de SAU. Le produit hors subventions par vache est de 1 364 €. Les charges opérationnelles sont très faibles et les charges de structure stables. Ces résultats sont très proches de ceux observés dans les réseaux d'élevages et coûts de production. L'EBE est de 709 € par vache. La part des aides est importante, elle représente 35 % du produit. L'EBE représente 14 % du capital contre 10 % pour les conventionnels.

Les charges de cultures sont très faibles avec peu d'engrais et pas de produits phytosanitaires.

Les concentrés achetés sont limités. Les charges d'élevage sont faibles mais en légère progression avec des achats de paille. La charge de mécanisation est le poste le plus important avec 227 € par ha de SAU. Le revenu est stable et atteint 15 284 €/UTA. Ces exploitations ont un niveau d'annuités qui représente 53 % de l'EBE avec taux d'endettement de 41 %.

Evolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(élevages bovins viande bio)



Les rendements de 2019 ont été affectés par la sécheresse de manière hétérogène. L'autonomie alimentaire est une condition de réussite. L'assolement doit être cohérent avec les besoins des animaux. La valorisation des animaux finis en femelles est intéressante en raison des prix supérieurs au conventionnel. L'année 2019, se caractérise par un printemps qui a permis de remettre à niveau les stocks. La **sécheresse intense de l'été 2019 et l'absence de pousse d'herbe à l'automne a fortement entamé les stocks**. La situation est très hétérogène d'un territoire à l'autre. Heureusement, l'année 2020 est globalement meilleure sur le plan des fourrages.

Les prix des animaux finis 2020 sont dans la continuité des années passées. Pour les brouards, le contexte 2020 est

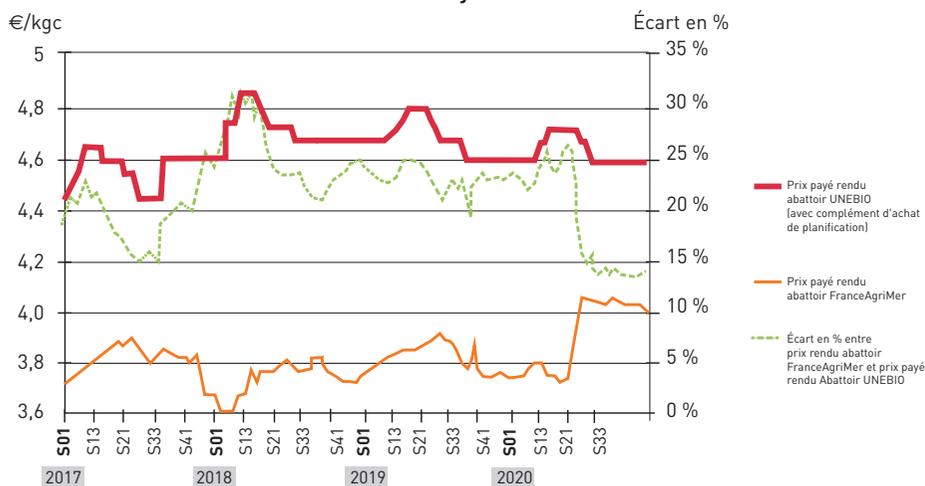
moins favorable, les prix ont baissé et invitent à la valorisation des mâles en bœufs. Les opérateurs de la filière encouragent financièrement les éleveurs à étaler la production sur toute l'année avec des compléments de prix incitatifs suivant les périodes de sortie des animaux. La grille de prix n'incite pas à l'alourdissement des poids de carcasse. Le cheptel bio a été multiplié par 3 depuis 2010, la capacité du marché à tout absorber peut être source d'inquiétude.

Les versements des aides bio se sont régularisés. **Les aides demeurent importantes dans le revenu des élevages bovins viande bio**. En ce qui concerne la demande, elle est plutôt favorable. L'élevage bio garde une bonne image pour le consommateur.

Christophe GROSOIS - Pascal BISSON

pour l'équipe du réseau Viande Chambre d'agriculture des Pays de la Loire et des Deux-Sèvres

Évolution du prix vaches R = 380 kg race Charolaise rendu abattoir FranceAgriMer et UNEBIO



3.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe viande bovine		Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Total	Par exploitation	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Nombre d'entreprises	88				
→ dont individuelles	46				
→ dont sociétés	42				
Nombre d'UTA	117	1,3	1	1	1
→ dont en sociétés	68	1,6			
Nombre d'UTH	125	1,4	1	1	1

3.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne par UTA	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Surface totale (ha)	88	91	85	100
→ dont fermage	72,9	91	85	100
→ dont propriété	15,1	0	0	0
Surface agricole utile	87,1	91	85	100

Utilisation de la SAU

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne (en %)	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Grandes cultures	7	6 %	13 %	8 %
Fourrages	93	94 %	87 %	92 %

3.3 - Les ateliers animaux

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
UGB/ha de SFP	1,0	1,19	1,12	1,15
% Maïs fourrager/SFP	1	0	0	4
Nombre de vaches allaitantes	47	63	48	47

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

3.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Capital d'exploitation par UTA	248 822	233 647	247 682	293 726
Taux d'endettement	41 %	50 %	50 %	50 %
→ dont court terme	12 %			
Fonds de roulement en % des stocks	141			
Annuités en % de l'EBE	53	34	34	38
EBE en % du capital	14	17	17	15

Charges opérationnelles

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Charges de cultures (€/ha SAU)	32	49	66	66
→ dont engrais	13	13	12	12
→ dont semences	19	36	54	54
→ dont produits défense sanitaire	0	0	0	0
Charges d'élevage (€/UGB)	95	106	106	96
→ dont achat aliments animaux et paille	22	49	33	52
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	23	29	34	25
→ dont travaux par tiers animaux	50	28	39	19
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	201			
Total charges directes (€/ha SAU)	14	0	0	0

Les charges directes sont les frais de récolte, main-d'œuvre, fourniture et assurances spécifiques à la production

Coût de mécanisation

	Groupe viande bovine Moyenne
Total (€/ha SAU)	227
→ dont carburant lubrifiant	44
→ dont entretien réparations	49
→ dont travaux par tiers et location de matériel	72
→ dont amortissements	62

3.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe viande bovine Moyenne SAU = 87,1 ha			Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	€/UTA	€/ha	en %	Naisseur €/UTA	Veaux sous la mère €/UTA	Naisseur engraisseur de bœufs €/UTA
Produit brut	101 230	1 162	100	101 245	109 907	118 827
→ dont subventions exploitation	35 106	403	35	29 328	30 799	30 080
(-) Charges opérationnelles	17 519	201	17	14 601	20 441	28 381
(-) Charges directes	1 197	14	1			
MARGE GLOBALE	82 514	947	82	86 644	89 466	90 446
Foncier et bâtiment	12 273	141	12	12 785	11 400	14 500
Fermages et charges locatives	10 534					
Entretien	1 739					
Mécanisation	14 367	165	14	17 072	18 062	13 954
Carburants et lubrifiants	3 800					
Locations matériels et travaux par tiers	6 272					
Entretien, réparations petits matériels	4 295					
Main-d'œuvre	6 740	77	7	6 955	6 953	7 656
Main-d'œuvre permanente	1 433					
Charges sociales des exploitants	5 307					
Autres charges de structure	14 764	170	15	10 112	9 945	10 277
Eau, gaz, électricité	1 546					
Autres fournitures	3 356					
Assurances	3 568					
Honoraires	2 552					
Transports et déplacements	1 009					
Impôts et taxes	426					
Autres charges d'exploitation	2 307					
TOTAL charges de structure	48 144	553	48	46 924	47 360	46 387
Excédent brut d'exploitation (EBE)	34 370	395	34	39 720	42 106	44 059
Charges financières	2 056	24	2	1 468	1 283	1 521
Amortissements	17 116	197	17	17 400	18 160	19 852
Autres produits	86					
Résultat courant	15 284	175	15	20 852	22 663	22 686

Poules pondeuses (35 exploitations)

Le groupe «Volailles pondeuses» est constitué de 35 exploitations spécialisées en poules de ponte. L'échantillon comprend 25 entreprises sous forme sociétaire et 10 entreprises individuelles. Elles emploient 57 UTH, soit en moyenne 1,6 UTH par élevage.

Regard sur les résultats

L'atelier volailles compte en moyenne 7 603 poules pondeuses par UTA (soit 560 poules de plus par UTA par rapport à l'échantillon étudié l'an dernier). La taille des élevages est très hétérogène et varie de 1 000 à 28 900 poules.

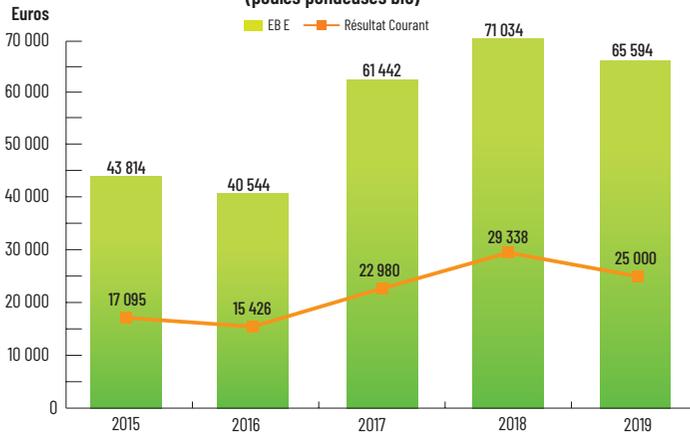
La SAU moyenne est de 28,8 ha par UTA.

Les entreprises présentent un capital d'exploitation de 301 500 €/UTA, et un taux moyen d'endettement de 77 %.

Parmi les charges opérationnelles d'élevage, le poste aliment représente à lui seul 58 % du produit brut (+2 % par rapport à l'année dernière).

Les élevages de ce groupe dégagent un EBE moyen de 65 594 €/UTA. Après amortissements et frais financiers, le résultat courant s'établit à 25 000 € par UTA.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(poules pondeuses bio)



Comme en volaille de chair bio, la filière poules pondeuses bio se prépare à un passage à une alimentation 100 % bio d'ici le 1^{er} janvier 2021 (dérogation actuelle pour introduire 5 % de matières premières riches en protéines non bio). Cette décision a été décalée à 2025 pour les jeunes volailles. Une nouveauté pour tous les élevages est que les jardins d'hiver ne pourront plus entrer dans le calcul de la densité intérieure, à moins d'être transformés en partie de bâtiment.

Au niveau national, le nombre d'élevage est en augmentation importante depuis 2018. Selon les chiffres de l'Agence Bio, entre 2018 et 2019, le nombre de poules bio mises en place

augmente de + 17,8 %, soit 7,7 millions de poules pour 2 276 exploitations.

Les Pays de la Loire représentent 17 % de la production nationale.

L'objectif d'atteindre 50 % de productions alternatives à la cage à l'horizon 2022 a été dépassé, deux ans avant l'échéance prévue. En 2019, environ 16,1 % des poules pondeuses du cheptel national étaient conduites en bio, ce qui a permis de répondre à la demande du consommateur. Il faut noter que la France est le premier producteur d'œufs bio de l'Union européenne, devant l'Allemagne.

Année	Poules bio mises en place (France)	Evol. / n-1	Nombre exploitations	Evol. / n-1
2015	3,89 millions	+ 5 %	1 548	+ 5 %
2016	4,37 millions	+ 12,3 %	1 666	+ 8 %
2017	4,99 millions	+ 14,3 %	1 781	+ 7 %
2018	6,56 millions	+ 31,3 %	2 027	+ 14 %
2019	7,73 millions	+ 17,8 %	2 276	+ 12 %

Julie DERUWEZ,
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

4.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	35	
→ dont individuelles	10	
→ dont sociétés	25	
Nombre d'UTA	46	1,3
→ dont en société	36	1,4
Nombre d'UTH	57	1,6

4.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	28,8
→ dont fermage	22,1
→ dont propriété	6,7
Surface agricole utile	28,5

Utilisation de la SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	52
Fourrages	47
Autres	1

4.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de poules pondeuses/UTA	7 603

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

4.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	301 568
Taux d'endettement	77 %
→ dont court terme	19 %
Fonds de roulement en % des stocks	149
Annuités en % de l'EBE	55
EBE en % du capital	22

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	188
→ dont engrais	65
→ dont semences	121
→ dont produits défense sanitaire	2
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	58
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	0,9
→ dont travaux par tiers animaux	3,0
Taxe sur les produits (% du PB)	0,1
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	6 567
Total charges directes (€/ha SAU)	146

Coût de mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	564
→ dont carburant lubrifiant	70
→ dont entretien réparations	111
→ dont travaux par tiers et location de matériel	212
→ dont amortissements	171

4.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	en %
Produit brut	301 584	100
→ dont subventions exploitation	13 226	4
(-) Charges opérationnelles	184 336	61
(-) Charges directes	4 165	1
MARGE GLOBALE	113 083	37
Foncier et bâtiment	7 911	3
Fermages et charges locatives	5 911	
Entretien	2 000	
Mécanisation	10 909	4
Carburants et lubrifiants	1 998	
Locations matériels et travaux par tiers	6 051	
Entretien, réparations petits matériels	2 860	
Main-d'œuvre	12 413	4
Main-d'œuvre permanente	3 564	
Charges sociales des exploitants	8 849	
Autres charges de structure	16 256	5
Eau, gaz, électricité	3 362	
Autres fournitures	1 027	
Assurances	5 131	
Honoraires	3 234	
Transports et déplacements	676	
Impôts et taxes	775	
Autres charges d'exploitation	2 051	
TOTAL charges de structure	47 489	16
Excédent brut d'exploitation (EBE)	65 594	22
Charges financières	5 521	2
Amortissements	32 022	11
Autres charges	- 3 051	
Résultat courant	25 000	8

Volailles de chair (25 exploitations)

Le groupe comprend 25 exploitations spécialisées, dont 13 sous forme sociétaire. Elles emploient 1,1 UTH en moyenne par exploitation.

La taille moyenne des ateliers volailles est de 1 009 m² par UTA. La taille des élevages est en augmentation de 100 m²/UTA par rapport à l'échantillon de l'année précédente.

La surface est inférieure ou égale à 850 m² pour 12 élevages, les 13 autres ont une surface de bâtiment de 960 à 1 620 m². La SAU moyenne est de 23,4 ha par UTA.

Regard sur les résultats

Les entreprises détiennent un capital d'exploitation de 177 831 € en moyenne par UTA avec un endettement de 81 %.

Le produit brut annuel des élevages atteint 247 043 € par UTA, soit une augmentation de 39 440 €/UTA par rapport à l'année précédente (+ 15 %). Cette augmentation du produit s'explique par l'augmentation de surface des bâtiments/UTA de l'échantillon ainsi que par l'amélioration de la marge brute en 2019 (voir tableau ci-dessous).

Parmi les charges opérationnelles d'élevage, le poste aliment représente à lui seul 62 % du produit brut.

Les aviculteurs du groupe «volailles de chair bio» ont dégagé en 2019 un EBE moyen de 31 834 €/UTA (en augmentation de 5 500 €/UTA par rapport à 2018). Après amortissements et frais financiers, le résultat courant moyen s'établit à 12 910 €/UTA.

L'enquête avicole conduite par les Chambres d'agriculture du Grand-Ouest en 2019 a permis de collecter les données technico-économiques ci-dessous :

	2018	2019
Nombre de lots dans l'enquête	70	64
Marges PA en €/m ² /lot	15,77	16,13
Charges variables en €/m ² /lot	4,34	4,38
Marges Brutes en €/m ² /lot	38,66	40,26
Nombre de lots/an	3,38	3,44

On constate au travers de cette enquête, une mortalité en augmentation (5,94 %). La marge poussin aliment s'améliore, mais reste inférieure à celle de 2017. De son côté, la marge brute annuelle s'améliore grâce aux rotations soutenues. Elle gagne plus de 1,5 €/m² par rapport à 2018.

Au niveau national, selon les chiffres de l'Agence Bio, en 2019, le nombre de poulets bio mis en place est de 14 millions sur 1 050 exploitations, soit une augmentation de 9 % des exploitations et de 9,7 % des effectifs de poulets par rapport à 2018. Ces chiffres confirment le développement de la production sous l'impulsion de la filière organisée.

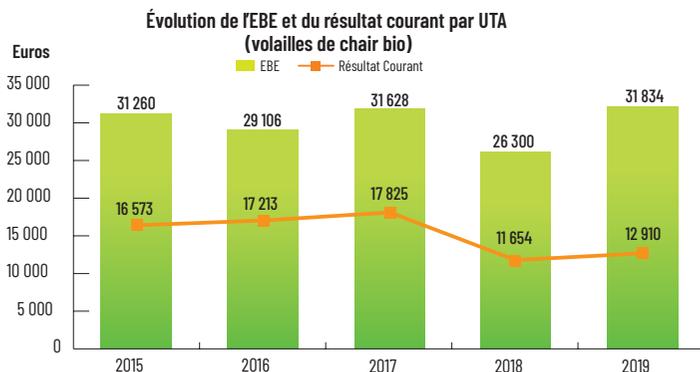
La production de volailles biologiques s'accélère depuis 2010 (+ 140 % entre 2010 et 2019), **rendant instable l'équilibre offre-**

demande. On a donc observé une logique de promotion en GMS sur le poulet biologique, engendrant une guerre des prix entre les enseignes.

Cependant, en 2019, une chute de l'exportation de volailles bio est constatée. Plusieurs hypothèses expliquent cette diminution. Notamment le fait que le consommateur français augmente sa consommation, entraînant un basculement vers le marché national des volumes antérieurement exportés.

Année	Poulets bio mis en place (France)	Evol. / n-1 (en %)	Nombre exploitations	Evol. / n-1 (en %)
2015	8,6 millions	+ 3	759	+ 2
2016	9,7 millions	+ 12,6	794	+ 5
2017	11,3 millions	+ 17	882	+ 11
2018	12,1 millions	+ 13,6	961	+ 9
2019	14 millions	+ 9,7	1 050	+ 9

Julie DERUWEZ,
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire



5.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	25	
→ dont individuelles	12	
→ dont sociétés	13	
Nombre d'UTA	25	1
→ dont en sociétés	14	1,1
Nombre d'UTH	27	1,1

5.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	23,8
→ dont fermage	20,5
→ dont propriété	3,3
Surface agricole utile	23,4

Utilisation de la SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	19
Fourrages	81
Autres	

5.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de m ² par UTA	1 009

5.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	177 831
Taux d'endettement	81 %
→ dont court terme	33 %
Fonds de roulement en % des stocks	38
Annuités en % de l'EBE	66
EBE en % du capital	18

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	85
→ dont engrais	23
→ dont semences	61
→ dont produits défense sanitaire	1
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	62
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	0,5
→ dont travaux par tiers animaux	6
Taxe sur les produits (% du PB)	0,1
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	7 307
Total charges directes (€/ha SAU)	258

Coût de mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	317
→ dont carburant lubrifiant	58
→ dont entretien réparations	107
→ dont travaux par tiers et location de matériel	152

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

5.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	en %
Produit brut	247 043	100
→ dont subventions exploitation	10 446	4
(-) Charges opérationnelles	170 591	69
(-) Charges directes	6 050	2
MARGE GLOBALE	70 402	28
Foncier et bâtiment	4 732	2
Fermages et charges locatives	2 922	
Entretien	1 810	
Mécanisation	7 014	3
Carburants et lubrifiants	1 359	
Locations matériels et travaux par tiers	2 899	
Entretien, réparations petits matériels	2 756	
Main-d'œuvre	7 257	3
Main-d'œuvre permanente	1 128	
Charges sociales des exploitants	6 129	
Autres charges de structure	19 565	8
Eau, gaz, électricité	2 380	
Autres fournitures	7 043	
Assurances	3 592	
Honoraires	3 253	
Transports et déplacements	440	
Impôts et taxes	594	
Autres charges d'exploitation	2 263	
TOTAL charges de structure	38 568	16
Excédent brut d'exploitation (EBE)	31 834	13
Charges financières	2 990	1
Amortissements	17 159	7
Autres produits	1 225	
Résultat courant	12 910	5

Grandes cultures (32 exploitations)

Le groupe comprend 32 entreprises, dont 19 sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,3 UTA et au total 1,7 UTH pour 100 ha de SAU.

Comme les années précédentes, la taille réduite du groupe, la variabilité de l'échantillon, et des dates de clôture comptable différentes (17 clôturent avant juillet 2019, 4 en septembre/octobre 2019 et 11 fin 2019) doivent inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats sur ce système de production.

Dans l'échantillon de cette année, 2/3 des exploitations présentent, en plus des surfaces en céréales oléo protéagineux, des cultures à haute valeur ajoutée. Ainsi 15 % de la SAU totale de l'échantillon est composée de surfaces de type légumes de plein champs, PPAM ou semences.

Contexte culturel : les clôtures comptables concernent pour la moitié la campagne 2018, et pour l'autre la campagne 2019.

La campagne 2018 a été marquée par un automne (2017) très sec, permettant des semis de céréales en novembre dans de très bonnes conditions. Sans excès d'eau hivernal, les céréales se sont bien enracinées, et ont profité de la pluviométrie régulière du printemps. Les rendements sont globalement satisfaisants en cultures d'automne. Pour les cultures d'été, ces pluies printanières ont décalé les semis, et parfois contrarié les désherbages. Les chaleurs et la sécheresse estivale ont limité les rendements en situation sèche ou en irrigation limitante. Les résultats en maïs grain en situation irriguée ont été très bons.

Pour la campagne 2019, l'implantation des cultures d'automne s'est réalisée en bonne condition, avec un automne doux et relativement sec, permettant un bon enracinement des cultures d'automne. La

pression maladie a été très faible au printemps. Les rendements sont globalement très bons. Ce fut une année exceptionnelle pour les protéagineux (pois protéagineux notamment). Pour les cultures de printemps, le climat sec a permis des désherbages en bonnes conditions.

En moyenne, les exploitations du groupe ont une situation financière saine. Le fonds de roulement couvre très largement les stocks.

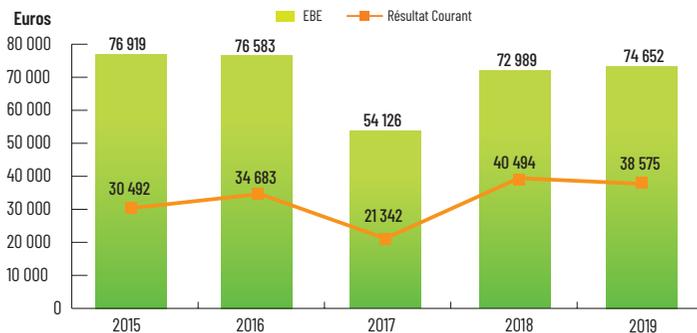
Le capital d'exploitation par UTA à 308 027 € est supérieur de 16 % aux exploitations conventionnelles avec la même orientation.

Les charges opérationnelles de culture sont pour plus de la moitié associées au coût des semences puis au coût de la fertilisation (38 %). Ces postes varient fortement en fonction de la part de cultures de printemps (maïs notamment plus couteux en semences et fertilisation que les cultures d'automne).

Le coût de mécanisation de 487 € par hectare est pour plus de la moitié associé aux travaux par tiers.

Le produit brut par hectare, hors subventions et aides compensatoires est de 1 842 €. Il est sensiblement identique à celui de l'analyse précédente (1 838 €). L'excédent brut d'exploitation est de 74 652 € par UTA. Cette valeur est légèrement supérieure à la moyenne des EBE des échantillons analysés depuis 5 ans (+ 5 %). Le ratio EBE/produit brut, de 33 %, reste stable. Les annuités sont de 38 819 € et représentent 52 % de l'EBE. Une fois ces dernières remboursées, il reste un solde de 35 832 € par UTA pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie. Le résultat courant est de 38 575 € par UTA.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(grandes cultures bio)



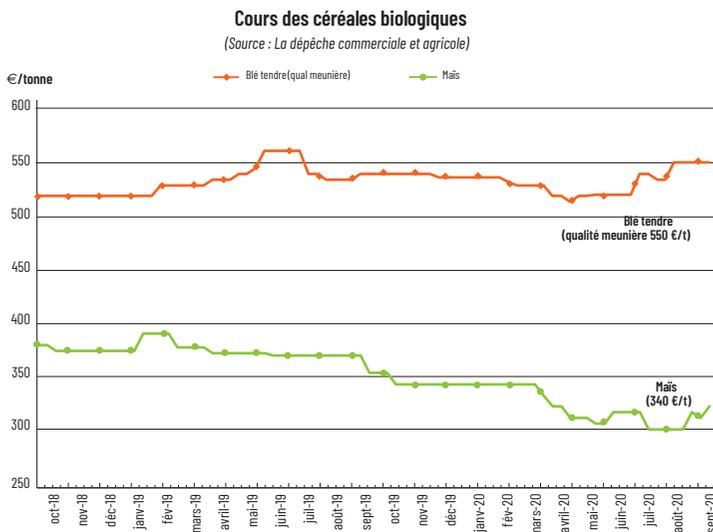
Les prix des cultures bio sont restés globalement stables sur les dernières campagnes. La demande est soutenue en alimentation humaine en blé panifiable, et aussi en cultures spécialisées. La filière animale en plein essor est aussi très demandeuse. Le recours à l'importation est toujours présent.

Les dernières campagnes ayant été marquées par un nombre de conversions important en grandes cultures, les volumes de productions C2 dans la collecte sont en forte augmentation. Etant donné que les possibilités d'utilisation du C2 en alimentation animale sont limitées par la réglementation bio européenne, **le marché du C2 est en forte baisse**. Sans contrat, il est parfois difficile aujourd'hui de commercialiser ses cultures

C2 au-delà du prix conventionnel. C'est d'autant plus vrai pour les mélanges céréales-protéagineux qui occasionnent un surcoût de triage.

Avec les récentes conversions, **les volumes de blé bio produits en France permettent de se rapprocher des attentes de la filière aval meunerie et nutrition animale**. La baisse des rendements 2020 permet de garder l'équilibre. Les prix plus élevés du blé bio depuis 2 à 3 ans risquent d'être un peu revus à la baisse si la production globale de céréales bio dépasse les besoins à l'avenir. C'est d'ailleurs le constat actuellement sur le maïs grain (alimentation animale) qui voit ses prix diminuer depuis 2019.

Stéphane HANQUEZ, Florence LETAILLEUR
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire



Prix départ France (organisme stockeur et non culture), stade de gros, pour environ 5 t. Pour obtenir les prix en culture, déduire des cotations les taxes à la charge du producteur et 45 €/t (marge du collecteur et frais de collecte/stockage).

6.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe grandes cultures	
	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	32	
→ dont individuelles	13	
→ dont sociétés	19	
Nombre d'UTA	41	1,3
→ dont en sociétés	28	1,5
Nombre d'UTH	55	1,7

6.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe grandes cultures
	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	100,5
→ dont fermage	91,2
→ dont propriété	9,3
SAU	100

Utilisation de la SAU

	Groupe grandes cultures
	Moyenne (en %)
Grandes cultures	75
Fourrages	8
Cultures spécialisées	15
Autre	2

6.3 - Analyse financière

	Groupe grandes cultures
Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	308 027
Taux d'endettement	55 %
→ dont court terme	18 %
Fonds de roulement en % des stocks	188
Annuités en % de l'EBE	52
EBE en % du capital	24

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

Charges opérationnelles

	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	356
→ dont engrais	137
→ dont semences	194
→ dont produits défense sanitaire	25

Coût de mécanisation

	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Total (€/ha SAU)	487
→ dont carburant lubrifiant	57
→ dont entretien réparations	71
→ dont travaux par tiers et location de matériel	277
→ dont amortissements	82

6.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe grandes cultures Moyenne SAU = 100 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	224 131	2 240	100
→ dont subventions exploitation	39 817	398	18
Produit brut grandes cultures (hors subventions et animaux)		1 842	
(-) Charges opérationnelles	37 651	376	17
(-) Charges directes	7 038	70	3
MARGE GLOBALE	179 442	1 794	80
Foncier et bâtiment	16 909	169	8
Fermages et charges locatives	15 408		
Entretien	1 501		
Mécanisation	40 666	406	18
Carburants et lubrifiants	5 710		
Locations matériels et travaux par tiers	27 667		
Entretien, réparations petits matériels	7 289		
Main-d'œuvre	21 625	216	10
Main-d'œuvre permanente	7 875		
Charges sociales des exploitants	13 750		
Autres charges de structure	25 590	256	11
Eau, gaz, électricité	4 601		
Assurances	7 454		
Honoraires	3 171		
Transports et déplacements	1 449		
Impôts et taxes	1 051		
Autres charges d'exploitation	7 864		
TOTAL charges de structure	104 790	1 047	47
Excédent brut d'exploitation (EBE)	74 652	746	33
Charges financières	2 464		1
Amortissements	33 733		15
Autres charges	120		
Résultat courant	38 575	386	17

Maraîchage (51 exploitations)

Le groupe comprend 51 exploitations dont 70 % sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,7 UTA et au total 4,5 UTH.

A noter un groupe spécifique avec les exploitations pratiquant majoritairement la vente en circuits courts (41 exploitations), ce qui est caractéristique des exploitations maraîchères de la région.

La taille, la diversité des modes de commercialisation et des résultats à l'intérieur du groupe doit inciter à la prudence quant aux généralisations sur ce système de production.

Analyse financière

Le capital d'exploitation par UTA est faible à 109 847 € comparativement à la moyenne des exploitations du groupe bio (243 615 €). Malgré ces besoins en capitaux plus faibles, les exploitations spécialisées en maraîchage ont un endettement légèrement supérieur à l'ensemble des exploitations en bio (61 % contre 57 %) avec une situation de trésorerie proche de l'équilibre. Les exploitations en circuits courts ont moins de capital d'exploitation par UTA (93 215 €).

Résultats économiques

Le produit brut par UTA est de 148 659 € pour 11 ha de SAU. La surface en maraîchage et cultures spécialisées représente 36 % de la sole et le produit brut par ha est de 13 472 €, ce qui traduit

bien le caractère spécialisé des exploitations du groupe. Les charges opérationnelles et directes d'un montant de 41 719 € représentent 28 % du produit brut.

Sans la main-d'œuvre temporaire, ces charges se situent à 26 047 € soit 17 % du produit brut dont plus de la moitié en semences et plants (15 385 € pour 10 % du produit).

Les charges de structures (avant amortissements et charges financières) sont à 63 646 € soit 43 % du produit.

A noter que la charge de main-d'œuvre salariée (temporaire et permanente) est le poste de charge le plus important des exploitations du groupe étudié (35 % du produit).

L'excédent brut moyen est à 43 294 € par UTA. Une fois remboursées les annuités de 16 018 € et après intégration des pertes et profits exceptionnels, il reste un solde de 27 275 € par UTA pour prélever, autofinancer et conforter la trésorerie.

Le ratio EBE/produit brut à 29 % est plutôt faible compte tenu de la dominante circuits courts du groupe.

Le résultat courant par UTA se situe à 25 695 € pour 17 % du produit soit un niveau légèrement supérieur aux autres systèmes de production en bio (moyenne à 22 422 €).

Les résultats comptables du groupe en circuits courts sont inférieurs de 20 % par rapport à la moyenne du groupe maraîchage.



Les conditions douces et humides de l'hiver ont été favorables à des cycles rapides et des végétations tendres (laitues, radis). Les principales maladies (botrytis, sclérotinia, mildiou, rhizoctonia) ont été favorisées par ces conditions. Les ravageurs étaient aussi bien présents.

La mise en place des cultures de saison s'est faite dans de bonnes conditions sous abris avec une fin d'hiver douce et ensoleillée. Mais les gelées tardives en avril et les nuits fraîches en mai ont retardé le développement des cultures. Les récoltes ont commencé avec 10 jours de retard. En plein champ, les mises en place de cultures ont aussi été retardées par le froid (pomme de terre, haricot, courge) ou bien les nouaisons ont été décalées (melon, courgette).

L'été chaud et sec a été favorable à l'explosion de populations de nombreux ravageurs : pucerons, acariens, punaises sous abris, altises en plein champ. Toutefois on peut remarquer l'absence de maladies qui a permis des récoltes dans de bonnes conditions. Les épisodes de pics de température et la sécheresse ont été pénalisants sur les fécondations (tomate, aubergine, fraise sous abris, haricots en plein champ) et la tenue (montaison des salades, oignons...). Ce qui a entraîné une production par à-coups et perturbé les rendements. Les besoins en production régulier pour la commercialisation ont été difficiles à tenir, avec comme conséquence de fortes fluctuations des prix.

Le contexte est à la hausse des productions : les surfaces cultivées en légumes frais bio atteignent 34 668 hectares, soit

+ 20 % par rapport à 2018. Ainsi 7,8 % des surfaces de légumes frais sont conduites en bio en 2019. Les ventes des légumes frais bio au détail progressent plus vite en 2019 qu'en 2018 (+ 15 % vs + 12 %). **Cette forte hausse devrait se poursuivre, avec un développement des ventes à l'expédition. Le circuit spécialisé bio (vente directe et magasins bio) reste majoritaire avec 39 % des ventes. La dynamique des GMS est toujours aussi vive** (31 % des ventes), elle repose en partie sur un élargissement de gamme. La vente directe, avec 30 % des ventes, a retrouvé une croissance plus rapide, tant par le nombre de nouveaux vendeurs que par le chiffre d'affaires de ceux qui existaient déjà (Agence bio).

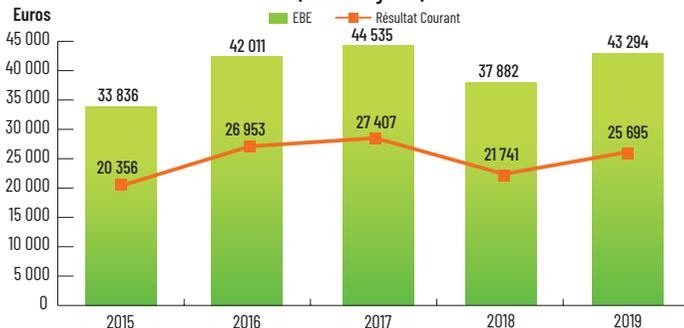
En Pays de la Loire, le système de commercialisation en circuit court est très implanté : paniers, AMAP, vente à la ferme, marchés, magasins fermiers. On arrive sur certaines zones à des concurrences de par la proximité des exploitations. Les entreprises en circuit court doivent s'organiser efficacement pour faire face à la fois à leurs tâches de production et de mise en ventes de produits.

Les entreprises en expédition doivent veiller à atteindre une maîtrise technique importante assurant la rentabilité des cultures, tout en étant attentif aux fluctuations des marchés afin d'affiner leurs planifications. Enfin la diversification des modes de commercialisation assure une stabilité des revenus mais est souvent chronophage.

Guillaume JOUANNEAU et Maxime CHABALIER

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (maraîchage bio)



7.1 Le travail sur l'exploitation

	Groupe maraîchage			
	Ensemble du groupe		Circuits courts	
Nombre d'entreprises	51		41	
→ dont individuelles	15		14	
→ dont sociétés	36		27	
	Total	Par exploitation	Total	Par exploitation
Nombre d'UTA	87	1,7	69	1,7
→ dont en société	69	1,9	52	1,9
Nombre d'UTH	230	4,5	163	4

7.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe maraîchage	
	Moyenne (par UTA)	Circuits courts (par UTA)
Surface totale (ha)	11,5	9,8
→ dont fermage	10,2	8,2
→ dont propriété	1,3	1,6
SAU	11	9,4

Utilisation de la SAU

	Groupe maraîchage	
	Moyenne (en %)	Circuits courts (en %)
Grandes cultures	11	14
Fourrages	52	52
Maraîchage et cultures spécialisées	36	33
Autre	1	1

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps

7.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe maraîchage	
	Moyenne	Circuits courts
Capital d'exploitation par UTA	109 847	93 215
Capital d'exploitation par ha	9 955	9 881
Capital d'exploitation par UTH	41 417	39 478
Taux d'endettement	61 %	57 %
→ dont court terme	20 %	19 %
Fonds de roulement en % des stocks	234	251
Annuités en % de l'EBE	37	42
Trésorerie nette	15 237	15 545
EBE en % du capital	39	35

7.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe maraîchage					
	Moyenne SAU = 11 ha			Circuits courts SAU = 9,4 ha		
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	148 659	13 472	100	115 669	12 261	100
→ dont subventions exploitation	5 141	466	3	4 576	485	4
(-) Charges opérationnelles et directes	41 719	3 781	28	30 696	3 254	27
Engrais	4 547	412	3	3 780	401	3,5
Semences et plants	15 385	1 394	10	12 619	1 338	11
Produits de défense sanitaire	957	87	1	734	78	1
Emballages	2 458	223	2	1 455	154	1
Main-d'œuvre temporaire	15 672	1 420	11	9 724	1 031	8,5
Autres charges directes et opérationnelles	2 700	245	1	2 384	252	2
MARGE GLOBALE	106 940	9 691	72	84 973	9 007	73
Foncier et bâtiment	3 108	282	2	1 927	204	2
Fermages et charges locatives	2 137			1 430		
Entretien	971			497		
Mécanisation	7 261	658	5	4 719	500	4
Carburants et lubrifiants	1 749			1 049		
Locations matériels et travaux par tiers	2 018			1 406		
Entretien, réparations petits matériels	3 494			2 264		
Main-d'œuvre	35 357	3 204	24	31 052	3 292	27
Main-d'œuvre permanente	26 287			23 665		
Charges sociales des exploitants	9 070			7 387		
Autres charges de structure	17 920	1 624	12	15 021	1 592	13
Eau, gaz, électricité	2 215			1 493		
Autres fournitures	6 045			5 513		
Assurances	1 805			1 620		
Honoraires	3 116			2 688		
Transports et déplacements	1 744			1 082		
Impôts et taxes	725			710		
Autres charges d'exploitation	2 270			1 915		
TOTAL charges de structure	63 646	5 768	43	52 719	5 588	46
Excédent brut d'exploitation (EBE)	43 294	3 923	29	32 254	3 419	28
Charges financières	1 427	129	1	923	98	1
Amortissements	16 403	1 486	11	10 727	1 137	9
Autres charges	231			42		
Résultat courant	25 695	2 329	17	20 646	2 188	18

Viticulture (40 exploitations)

L'effectif de ce groupe est en baisse cette année : il comprend 40 exploitations, dont 26 en société (65 %), réparties sur l'ensemble des appellations présentes dans la région : Jasnières, Fiefs Vendéens, Anjou-Saumur et vignoble Nantais.

Les plantations représentent 88 % de la SAU.

Les résultats sont basés sur la vendange 2018 ou 2019 (selon la date de clôture) et les ventes réalisées sur l'exercice 2018-2019.

L'échantillon présenté ici est très hétérogène, tant au niveau des types d'entreprises que des circuits de commercialisation. On trouve aussi bien des exploitations unipersonnelles de petites surfaces que des domaines de grandes surfaces dont certains impliquent des investisseurs extérieurs.

Pour la commercialisation, l'ensemble des circuits sont présents, avec une prépondérance de la vente directe et de l'export, à la fois intracommunautaire et hors UE.

Analyse des résultats

En fonction de leur date de clôture, les résultats présentés dans cette édition concernent la récolte 2018 pour la moitié des domaines et la récolte 2019 pour l'autre moitié. En 2018, après un débourrement tardif suite au froid de la fin de l'hiver, les vendanges ont été précoces et souvent généreuses. La pluviométrie a atteint des records. La pression mildiou a été forte durant toute la saison. Cependant, la vigueur conférée par les pluies abondantes et les températures chaudes du printemps ont permis à la vigne de compenser et peu de domaines ont eu à déplorer de faibles rendements. En 2019, une fois de plus, les conditions climatiques ont été exceptionnelles : un hiver doux qui a provoqué un débourrement très précoce, un printemps froid avec deux épisodes de gel et un épisode de grêle, puis, un été brûlant avec plus de 40° C sous abris, provoquant des dégâts d'échaudage. Cette météo, peu propice à la vigne, n'a pas non plus

été favorable aux maladies, aux ravageurs et au développement des adventices (source : ATV 49).

Pour l'ensemble des appellations du Val de Loire, le rendement 2018 est à 54 hl/ha, en forte progression par rapport à la récolte 2017, qui s'élevait à 43 hl/ha. En 2019, la météo défavorable à la vigne, a entraîné des rendements plus faibles que la moyenne.

Le nombre moyen d'UTH par exploitation en bio est en légère baisse à 4,3. A titre de comparaison, il est de 3,5 UTH en moyenne pour la viticulture en Val de Loire*. En bio, on compte environ 4 ha de vignes par UTH.

Le produit/UTA continue sa diminution dans cet exercice, avec -14 330 € par rapport à l'année dernière.

Par ailleurs, on observe une baisse des charges opérationnelles, notamment les produits phytosanitaires, en lien avec la pression maladies moindre observée en 2019.

Les charges de structure, à 9 116 €/ha, sont en hausse de 175 €/ha. Elles représentent 53 % du produit brut, dont 20 % pour la main-d'œuvre et 10 % pour la mécanisation.

Ces éléments entraînent pour la deuxième année consécutive une baisse de l'excédent brut d'exploitation, d'environ 6 650 €/UTA.

L'EBE moyen se situe à 53 273 €/UTA. Une fois les annuités remboursées, il reste un solde de 28 864 €/UTA pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie.

Le poids des annuités dans l'EBE est en hausse à 46 % (34 % dans l'exercice précédent).

Le critère « fonds de roulement en % des stocks » poursuit sa progression à 111 % (108 % l'année dernière) :

le fonds de roulement permet donc de couvrir entièrement les stocks.

* Source : « Les références 2019 des entreprises agricoles du Grand Ouest » - Chambres d'agriculture et AGC du groupe AS »

Les surfaces viticoles certifiées bio ou en conversion poursuivent leur progression en Pays de la Loire avec 417 ha de plus en 2019. On passe de 3 918 ha en 2018 à 4 335 ha un an plus tard (avec 1/3 des surfaces encore en conversion). Le nombre de producteurs augmente également, passant de 301 en 2018 à 345 en 2019 (source : Agence Bio).

Le millésime 2020 a connu des rendements globalement satisfaisants, mais parfois décevants pour les blancs. Sur la fin de l'année 2019 et le début de l'année 2020, le marché du vin a été chahuté. Depuis octobre 2019, les Etats-Unis, qui représentent le premier marché à l'export des vins de Loire, appliquent des droits de douane supplémentaires de 25 % sur les vins tranquilles embouteillés. Le Brexit pourrait également avoir des conséquences sur la filière dans les années à venir.

En 2020, la pandémie de coronavirus a entraîné la fermeture des cafés-hôtels-restaurants, l'interdiction des événements festifs et l'arrêt du tourisme pendant plusieurs mois. On observe une forte disparité de l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises selon les circuits développés et leur réactivité (relance, livraison gratuite...).

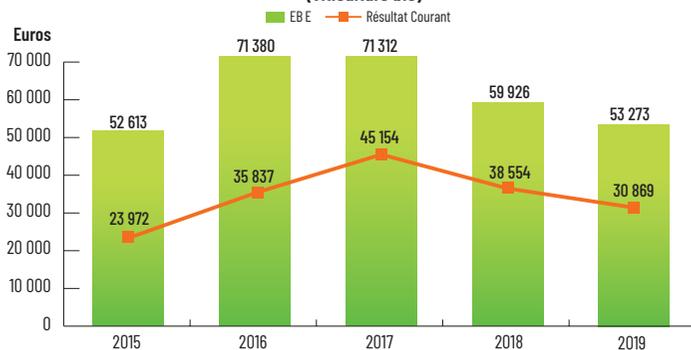
Avec le Pacte vert pour l'Europe (« Green Deal »), fixant un objectif de 25 % de terres agricoles bio dans la zone UE d'ici à 2030, la Commission européenne a lancé un signal positif pour l'agriculture biologique.

Par ailleurs, le débat sur la mixité conventionnelle/bio se poursuit au sein de la filière viticole.

Elise KOHSER

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (viticulture bio)



8.1 Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	40	
→ dont individuelles	14	
→ dont sociétés	26	
Nombre d'UTA	61	1,5
→ dont en sociétés	45	1,7
Nombre d'UTH	172	4,3

8.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	14
→ dont fermage	12,9
→ dont propriété	1,1
SAU	13,1

Utilisation de la SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	7
Fourrages	5
Plantations	88
Autre	

8.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	353 482
Taux d'endettement	52 %
→ dont court terme	20 %
Fonds de roulement en % des stocks	111
Annuités en % de l'EBE	46
EBE en % du capital	15

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	438
→ dont engrais	150
→ dont semences - plants	21
→ dont produits défense sanitaire	266
Autres charges opérationnelles	158
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	596

Charges directes (€/ha de SAU)	3 497
→ dont emballages	1 801
→ dont produits œnologiques	22
→ dont main-d'œuvre temporaire	1 492
Autres charges directes	182

Coût de la mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	1 716
→ dont carburant lubrifiant	111
→ dont entretien réparations	485
→ dont travaux par tiers et location de matériel	1 064
→ dont amortissements	56

8.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne SAU =13,1 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	226 251	17 276	100
→ dont subventions exploitation	4 090	312	2
(-) Charges opérationnelles et directes	53 595	4 092	24
Engrais	1 969	150	1
Semences et plants	276	21	0
Produits de défense sanitaire	3 489	266	2
Emballages	23 585	1 801	10
Main-d'œuvre temporaire	19 541	1 492	9
Autres charges directes et opérationnelles		362	2
MARGE GLOBALE	172 656	13 184	76
Foncier et bâtiment	10 363	791	4,5
Fermages et charges locatives	8 366		
Entretien	1 997		
Mécanisation	22 075	1 686	10
Carburants et lubrifiants	1 451		
Locations matériels et travaux par tiers	13 933		
Entretien, réparations petits matériels	6 691		
Main-d'œuvre	44 860	3 425	20
Main-d'œuvre permanente	34 803		
Charges sociales des exploitants	10 057		
Autres charges de structure	42 085	3 214	18,5
Eau, gaz, électricité	2 539		
Autres fournitures	9 010		
Assurances	4 604		
Honoraires	8 455		
Transports et déplacements	7 132		
Impôts et taxes	942		
Autres charges d'exploitation	9 403		
TOTAL charges de structure	119 383	9 116	53
Excédent brut d'exploitation (EBE)	53 273	4 068	24
Charges financières	2 752	210	1
Amortissements	20 262	1 547	9
Autres produits	610		
Résultat courant	30 869	2 357	14

Capital d'exploitation

Ensemble de l'actif (immobilisations, stocks, créances, disponible) excepté les terres.

Charges opérationnelles

Charges proportionnelles aux productions, communes à toutes les exploitations. Exemples : charges de cultures (semences, engrais), charges d'alimentation des animaux, produits et honoraires vétérinaires, fournitures diverses, travaux par des tiers sur les animaux, taxes sur les produits.

Charges directes

Charges directement affectées à la production, spécifiques à l'organisation de l'exploitation. Exemples : emballages, combustibles, location de matériel, assurances spécifiques, charges de main-d'œuvre temporaire, travaux par des entreprises.

Charges de structure

Charges non liées au volume de production, parfois appelées charges fixes. Exemples : fermage, cotisations sociales, etc.

EBE (excédent brut d'exploitation)

Produit brut diminué des charges opérationnelles, directes et de structure (avant amortissement et frais financiers).

Fonds de roulement

Argent nécessaire pour financer les stocks et les avances aux cultures. Un fonds de roulement insuffisant nécessite le recours à un financement court terme.

Marge brute

Produit brut diminué des charges opérationnelles.

Produit brut

Ensemble des ventes, des subventions d'exploitation et des variations de stocks, diminuées des achats d'animaux.

Résultat courant

Bénéfice de l'exploitation hors produits et charges exceptionnelles.

SAU (surface agricole utile)

Surfaces en cultures et surfaces fourragères.

SFP (surface fourragère principale)

Surface fourragère consacrée aux animaux. Exemples : prairies, maïs fourrage.

Taux d'endettement

Total des dettes long, moyen et court terme sur le total de l'actif, exprimé en pourcentage.

UGB (unité gros bovins)

Unité de référence correspondant aux besoins alimentaires annuels en fourrage d'une vache. Permet d'agréger ou de comparer des effectifs d'animaux d'espèces différentes.

UTH (unité de travailleurs humains)

Unité de travail correspondant à une personne travaillant à temps plein sur une exploitation.

UTA (unité de travail agricole)

Les résultats présentés dans cette étude sont pondérés par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratisation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratisation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs à temps plein	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

Vos conseillers en agriculture biologique Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

LOIRE-ATLANTIQUE

► **Gilles LE GUELLAUT**
02 53 46 60 01
gilles.leguellaut@pl.chambagri.fr

MAINE-ET-LOIRE

► **Elisabeth COCAUD**
02 41 96 75 41
elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr

MAYENNE

► **Rebecca MASON**
02 43 67 36 84
rebecca.mason@pl.chambagri.fr

SARTHE

► **Florence LETAILLEUR**
02 43 29 24 57
florence.letailleur@pl.chambagri.fr

VENDÉE

► **Stéphane HANQUEZ**
02 51 36 83 87
stephane.hanquez@pl.chambagri.fr

► **Cécile BROUILLARD**
02 51 36 83 87
cecile.brouillard@pl.chambagri.fr



Coordination de l'étude et traitement des données par la Chambre d'Agriculture des Pays de La Loire

Contacts ▶ **Elisabeth COCAUD**
02 41 96 75 41
elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr

▶ **Olivier METAIREAU**

AVEC SES PARTENAIRES

AFOCG Atlantique

▶ **Elodie FREGER**
17 rue du Meunier
44880 SAUTRON
02 40 63 39 11
contact@afocg-atlantique.fr

AFOCG 49-85

▶ **Xavier-Noël BARRADEAU**
51 rue Charles-Bourseul
Espace Bell - BP 51
85002 LA ROCHE SUR YON Cedex
02 51 46 23 99
contact@afocg.fr

AS 44

▶ **Marie-Luce PITRÉ**
Maison de l'Agriculture
Rue Pierre-Adolphe-Bobierre
La Géraudière
44939 NANTES Cedex 9
02 40 16 36 48
contact@as44.fr

AS 49

▶ **Francis HOULET**
14 avenue Jean-Joxé
CS 80 646
49006 ANGERS Cedex 01
02 85 35 75 00
francis.houlet@as49.fr

AS CEFIGA

▶ **Dominique DEFAY**
La Maison des agriculteurs
9 rue Jean-Grémillon
72013 LE MANS Cedex 02
02 43 43 68 68
jean-francois.beaujean@plus.agri72.com

CEGAO

▶ **Jérôme COUSQUER**
8 rue du Bon Puits
SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU
49480 VERRIERES EN ANJOU
02 41 88 60 22
j.cousquer@cegao.com

CERFRANCE 44

▶ **Elisabeth ORHON et François LALLOUE**
8 rue de Laponie
BP 4113
44241 LA CHAPELLE SUR ERDRE Cedex
02 28 09 35 00
eorhon@cerfrance44.fr
flaloue@cerfrance44.fr

CERFRANCE 49

▶ **Elise PERDRIEU**
29 avenue Jean-Joxé
BP 60411
49104 ANGERS Cedex 02
02 41 33 66 66
eperdrieu@49.cerfrance.fr

CERFRANCE 53-72

▶ **Pierre CHAMBARD**
Rue Albert-Einstein
Parc Technopole de Changé
BP 26116
53061 LAVAL Cedex 9
02 43 49 84 00
pchambard@53-72.cerfrance.fr

CERFRANCE 85

▶ **Jean-Louis DODELIN**
15 rue Jacques-Yves-Cousteau
CS 10003
85036 LA ROCHE SUR YON Cedex
02 51 24 42 42
jldodelin@85.cerfrance.fr

COGEDIS

▶ **Olivier PERRET**
Zone artisanale Croas ar Nezic
29800 SAINT-THONAN
02 98 20 35 00
olivier.perret@cogedis.com

COMPTACOM GECAGRI

▶ **Vincent VOGT**
247 avenue des Français-Libres
CS 71015
53010 LAVAL Cedex
02 43 64 17 17
vincent.vogt@compta.com

UPTEA CONSEIL

▶ **Vital LEMASSON**
25 rue du Général de Gaulle
CS 89001
85120 LA CHATAIGNERAIE
02 51 69 61 12
vital.lemasson@upteaconseil.fr



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Avec le soutien financier de



Avec la participation de



Représentant les départements de la Loire-Atlantique,
de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe,
de la Vendée



Représentant les départements de la Loire-Atlantique,
de Maine-et-Loire,
de la Sarthe



Représentant les départements de la Loire-Atlantique,
de Maine-et-Loire,
de la Vendée

